

**MARCHE DES FIERTÉS : POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS**

Le 3 juin, l'UD CGT 41 participait à la 1<sup>ère</sup> marche des fiertés de Blois. Loin d'être incongrue, sa présence rappelait que la CGT milite depuis des décennies pour conquérir de nouveaux droits pour les personnes LGBTQIA+. Aujourd'hui, bon nombre de droits acquis ne sont pas respectés. Alors que l'assistance médicale à la procréation (AMP) a été ouverte en 2021 à toutes les femmes, qu'elles soient en couple ou seules, lesbiennes, bisexuelles, aux personnes transgenres et intersexuées, les inégalités perdurent pour les personnes LGBTQI+, notamment dans l'établissement de la filiation, les droits parentaux et, par ricochet, la déclinaison de ces droits dans le monde du travail (congé parentaux, droit au bénéfice de la mutuelle pour le-la conjoint-e).

Les inégalités de droits persistantes favorisent les discriminations dont sont victimes les personnes LGBTQI+. Elles se déroulent en 1<sup>er</sup> lieu dans le monde du travail. Il s'agit de harcèlement dans 32 % des cas recensés. En 2022, 60 % des personnes LGBTQI+ discriminées au travail déclaraient l'être par des collègues, 42 % par des supérieur-es hiérarchiques. De plus les personnes LGBTQI+ voient généralement leur évolution professionnelle bloquée. Le dernier rapport de SOS Homophobie indique que la part des cas de LGBTphobies en milieu professionnel est restée stable (9 % de l'ensemble), mais l'égalité des droits en France n'est toujours pas une réalité. Les agressions physiques déclarées sont en progression. Elles concernent tout particulièrement les femmes.

La CGT exige des employeur-ses qu'ils créent des environnements de travail inclusifs pour les personnes LGBTQI+, qu'ils mettent en œuvre toutes les mesures et droits de ces salarié-es et que des négociations périodiques obligatoires avec les syndicats soient mises en place sur ces sujets dans les entreprises. Elle exige du gouvernement qu'il contraigne les employeur-ses à prendre ces mesures et à les formaliser par le biais de la négociation collective, à mettre en œuvre des politiques publiques permettant sensibilisation et pédagogie, et des critères pour apprécier l'efficacité des mesures.

**L'EXTRÊME DROITE NE SERA JAMAIS UNE SOLUTION !**

Le 24 juin, l'UD CGT appelait à un rassemblement antifasciste pour dénoncer la présence de l'extrême droite dans le département en marge de la Fête de la Violette orchestrée par G. Peltier.

Pour la CGT dont c'est l'ADN de lutter contre les idées et les pratiques de l'Extrême droite, il y avait urgence à rappeler son imposture sociale. L'Extrême droite ne sera jamais du côté des travailleur-ses alors que le capitalisme s'en accommode très bien. Le bilan des 1<sup>ers</sup> votes des député-es RN à l'Assemblée nationale, le démontre : iels ont voté contre l'augmentation du SMIC, l'indexation des salaires sur l'inflation, l'encadrement des salaires, le blocage des prix de première nécessité, la gratuité des premiers mètres cube d'eau, la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes, la revalorisation des petites retraites, la garantie d'autonomie à 1063 €, le gel des prix des loyers, l'augmentation des hébergements d'urgence, le rétablissement de l'ISF, la taxe sur les superprofits, la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe, le milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes. Et pour la fin des droits au chômage après abandon de poste, la fin des allocations chômage pour les employé-es refusant un CDI à la fin de leur CDD, la réduction des droits au chômage des étranger-es hors UE, l'interdiction de la présence d'étranger-es au sein des instances représentatives du personnel, la limitation du droit de vote des travailleur-ses précaires aux élections professionnelles, la hausse de la défiscalisation des heures supplémentaires.

La CGT 41 continuera à le dire : le monde du travail ne doit pas accepter les mises en concurrence orchestrées par les puissant-es et le capitalisme entre les salarié-es et les plus précaires, qu'ils soient privé-es d'emplois ou migrant-es. Pour transformer la société et garder l'argent créé par le travail, ce sont les milliards de dividendes qu'il faut récupérer pour renforcer la Sécurité sociale et augmenter les salaires et les pensions.

